

POUR UN PREMIER MAI À LA FOIS CLASSIQUE ET MODERNE...

Lorsqu'il feuillette le grand livre, encore incomplet et mal rédigé, où s'inscrit la peine des hommes, le lecteur butte sur une date qui revient inlassablement avec son cortège de douleurs, de tumulte, de violence et de sang. Cette date c'est le *Premier Mai*. Ce jour-là, le travail s'arrête, les ouvriers se rassemblent, crient leur misère, leur crainte, leur espoir.

Méfions-nous cependant des symboles, les hommes ne sont pas toujours au rendez-vous qu'on leur donne. On a connu des *Premier Mai* dans la tradition avec leur long cortège de manifestants dominé par une forêt de drapeaux. On a connu des *Premier Mai* où la colère poussée au paroxysme éclatait sur la ville, vidait la rue des bourgeois apeurés, la remplissait de flics. Mais on a également connu de nombreux *Premier Mai* qui firent mentir la légende. Si à son origine le *Premier Mai* est révolté, la révolte ne s'inscrit pas dans un cycle qui réapparaît périodiquement mais dans une situation économique dramatisée par les oppositions de classes et que l'organisation syndicale si elle est révolutionnaire exploite. La bourgeoisie ne s'y est d'ailleurs pas trompée. En officialisant le *Premier Mai*, en lui retirant son caractère spontané, en lui conférant cette distinction réservée aux grandes fêtes religieuses ou républicaines, en en faisant une journée comparable à Pâques ou au 14 Juillet, elle l'a désamorcé, puis elle l'a poussé vers le rituel avant d'en faire une de ces multiples pauses que s'octroie la société moderne.

Bien sûr à l'origine du Premier Mai il y a Chicago où des hommes sont morts pour que d'autres vivent mieux. Bien sûr on relève à son florilège des noms de villes: Clichy, Fourmies, Courrières, qui restent comme des plaies sanglantes ouvertes au flanc d'un prolétariat qui n'a pas encore entendu sonner l'heure de la revanche. Bien sûr on s'est battu dans les jours de faste, on a déjeuné sur l'herbe humide les jours de lassitude, mais le *Premier Mai* ce n'est pas seulement la lutte violente où le Printemps qui fait éclater les pousses. Le *Premier Mai* c'est la journée de huit heures.

LES HUIT HEURES

Les huit heures! Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis qu'à l'occasion du *Premier Mai*, les travailleurs inscrivent la revendication des huit heures sur leurs cahiers de doléances. Un demi-siècle, et pourtant, aujourd'hui encore sur ce même cahier, on retrouve inscrit la journée de huit heures ou plutôt, et on se veut moderne, la semaine de quarante heures. Cette simple constatation est suffisante pour souligner son importance décisive. Et c'est justement cette revendication qui donne à nos *Premier Mai* d'aujourd'hui leur signification réelle. Les travailleurs se sont battus pour l'arracher et parfois le patronat a dû céder. Pas pour longtemps, car il a suffi que l'organisation ouvrière desserre un peu son étreinte, que les ouvriers prêtent une oreille complaisante aux propos habituels sur l'union de tous les Français, sur la défense de la patrie pour que les classes dirigeantes remettent en question la journée de huit heures.

Les vieux militants ont justifié la plus vieille et la plus classique des revendications ouvrières par une formule. Huit heures de travail, huit heures de sommeil, huit heures de loisirs; ou plutôt huit heures réservées à la vie intérieure propre avec tout ce que cela comporte de temps à consacrer à sa famille ou à ses amis, à sa culture ou plus simplement à sa paresse. Cette formule reste toujours valable. Aujourd'hui, cependant, un élément nouveau vient s'ajouter aux trois éléments qui alors constituaient la journée d'un homme réduit à vendre, sa force de travail à un employeur. Cet élément qui n'est ni le sommeil, ni le loisir, ni le travail, mais qui doit obligatoirement empiéter sur l'un de ces derniers, est le temps passé pour aller à son travail. Ce temps est un temps social qui doit être incorporé à la journée de travail.

Dans des formules plus que dans la réalité, le patronat et l'État affectent de considérer les travailleurs comme des collaborateurs intéressés à la bonne marche de l'entreprise, bien commun qui garantit à chacun

une existence acceptable. Cela peut se discuter et effectivement nous discutons cette affirmation qui est camouflée derrière des formules creuses telles que «*l'association capital-travail*» et «*l'intéressement aux investissements*». Mais si, de serf taillable à merci il y a trois quarts de siècle, l'employé est passé au rang de collaborateur indispensable à la prospérité de tous, il est normal que l'entreprise prenne à sa charge tous les frais généraux qui permettent à ce collaborateur d'être à pied d'œuvre, comme elle prend à sa charge, en dehors du salaire qu'elle lui donne, tous les frais généraux et de représentation qui permettent au directeur d'assurer son travail dans les meilleures conditions possibles.

Dans une grande ville comme Paris, le temps consacré au transport est en moyenne d'une heure et demie. Il faut faire entrer ce temps dans la journée de travail et il faut profiter du *Premier Mai* pour joindre cette revendication aux cahiers qui seront partout présentés à nos employeurs.

LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

La journée de huit heures, cette vieille revendication syndicale n'est appliquée que dans quelques administrations, dans l'industrie du livre et, plus rarement chez les techniciens et les employés de bureau de l'industrie privée. Il existe bien un texte voté en 1936 par la *Chambre du Front Populaire* dans l'euphorie par les uns et sous la contrainte, par les autres. Mais après avoir fait un instant figure de règlement définitif, de multiples dérogations l'ont remis en question. Du texte initial imposé par les travailleurs occupant leurs usines, il n'est resté qu'une loi majorant les heures supplémentaires au-dessus de 45 heures et il faut bien le constater, ce qui, à l'origine pouvait paraître comme une exception, est devenu une règle en particulier dans la métallurgie et le bâtiment.

Une des revendications essentielles du *Premier Mai* qui conditionne les huit heures, c'est la suppression des heures supplémentaires, les syndicats disent sans diminution de salaire et ils ont raison. Quelqu'un a écrit dans notre journal, il y a bien des années que le travail aux pièces était la revanche de la brute sur l'homme, on peut aussi bien dire aujourd'hui, que les heures supplémentaires sont l'élément régulateur qui permet au patron dans son entreprise de maintenir des bas salaires, de créer entre les salariés des divisions qui lui permettent d'affirmer son autorité.

Même lorsque les travailleurs ont été assez forts, après avoir occupé les usines pour imposer la semaine de quarante heures pendant une période d'ailleurs très courte, des dérogations ont permis que se continue le principe des heures supplémentaires qui, après avoir été l'exception est devenu la règle. Alors les conditions étaient remplies pour que les horaires de travail soient relevés. Les deux revendications sont étroitement liées. Il faut exiger le retour aux huit heures avec l'inclusion dans les huit heures d'une fraction du transport, il faut refuser les heures supplémentaires même avec des majorations de salaire et le *Premier Mai* est justement par sa périodicité le jour où doivent être déposées ces deux revendications qui sont certes dans la tradition, mais qui, par le contenu que je me suis évertué à leur donner auront un caractère populaire et moderne.

Le lecteur aura remarqué qu'à l'occasion de ce *Premier Mai* dont les origines révolutionnaires sont certaines, j'ai proprement parlé ici, de deux revendications syndicales. Pourquoi?

Eh bien, il faut le dire clairement, les transformations profondes d'une société comme la nôtre ne se décrètent pas à temps, et dans le *Premier Mai* nous ne trouvons plus que ce que notre histoire y apporte. Certes, nous eûmes des *Premier Mai* d'émeutes. Ils furent rares. Localisés dans un pays et non pas à l'échelle internationale comme c'était leur ambition initiale et bien plus souvent encore localisés dans une région. Et c'est justement le *Premier Mai* de 1906 qui a démontré le plus éloquemment la portée exacte d'une date qui, comme toutes les dates qui commémorent un événement, perdent avec le recul du temps tout leur dynamisme émotionnel. Le *Premier Mai* 1906, le prolétariat fourbissait ses armes, le bourgeois se calfeutrait, le ministère faisait venir la troupe. Or, il ne se passa rien ou tout du moins rien de ce qu'attendait avec crainte ou avec espoir toute la population à quelque classe qu'elle appartienne.

Un certain nombre de clercs qui ont encore la moustache courte parlent volontiers de rénovation du mouvement ouvrier, eh bien le véritable modernisme, c'est justement d'apprécier les situations non pas à travers des mythes, mais à travers les réalités.

Le *Premier Mai* est devenu une fête officielle et peu d'ouvriers à l'heure présente voudraient sacrifier un «pont» pour pointer à la permanence ou pour manifester l'après-midi devant la Bourse du Travail (il est vrai que cette année, le *Premier Mai* étant un dimanche, les gars risquent d'être plus nombreux). Faire cette

constatation est-ce être plus ou moins révolutionnaire que nous le fûmes? C'est être sérieux! Les colères ne se décrètent pas. On les saisit lorsqu'elles roulent au creux de la foule, la soulèvent et la jettent dans le combat. Et ces colères ne choisissent pas un jour consacré.

Conservons donc au *Premier Mai* sa fonction initiale solidement assise sur une tradition ancrée dans les faits par un demi-siècle de lutte: la diminution de la journée de travail. Donnons à cette revendication un contenu en rapport avec les préoccupations qui agitent le monde du travail.

Et il n'est pas de préoccupations plus importantes pour un travailleur que les heures qu'il passe dans le métro, dans l'autobus, dans le train, avant et après sa journée de travail.

Maurice JOYEUX.
